

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.733/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 25 juin 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des militaires transférés du cadre administratif et logistique de la police fédérale", a donné le 28 juin 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.733/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juni 2002 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de overgeplaatste militairen van het administratief en logistiek kader van de federale politie", heeft op 28 juni 2002 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... par le fait que les procédures d'avancement et de promotion des militaires transférés depuis le 1^{er} décembre 2001 dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie sont bloquées alors qu'elles doivent être menées à terme conformément à l'article 27 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, que ces procédures, qui concernent une catégorie très spécifique et peu nombreuse des membres des services de police, peuvent être menées conjointement avec d'autres procédures qui seront entamées incessamment".

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

* *

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

.../...

Fondement légal

1. Le projet d'arrêté royal soumis à l'examen organise les procédures d'avancement pour les militaires qui, d'abord, ont été transférés à la gendarmerie (au 1^{er} décembre 2000 ⁽¹⁾) et qui, ensuite, ont été intégrés dans le cadre administratif et logistique soit de la police locale (article 235, alinéa 4, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux), soit de la police fédérale (article 241, alinéa 2, de la même loi).

En vertu de l'article 242, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, ces militaires incorporés au sein de la police intégrée, structurée à deux niveaux, ont pu choisir de rester soumis au statut du personnel des forces armées.

Ce sont les militaires qui ont opéré ce choix qui sont visés par l'arrêté royal en projet.

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est d'aménager les procédures d'avancement de cette catégorie de personnel. Il est apparu, en effet, que l'application des lois et règlements militaires n'était pas toujours souhaitable, les formations militaires n'étant plus en adéquation ni avec les missions qu'ils ont assumées au sein de la gendarmerie ni avec celles qu'ils assument au sein de la police intégrée.

Ainsi que l'a relevé le fonctionnaire délégué, le projet est déjà fort ancien (1995). Il concernait au départ les militaires ayant choisi d'être transférés à la gendarmerie, mais a par la suite dû s'inscrire dans le cadre des réformes de la police. Des procédures d'avancement pour ce personnel ont été entamées avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, mais ces procédures ne sont toujours pas achevées à ce jour.

⁽¹⁾ En vertu d'un arrêté royal du 23 novembre 2000 et d'un arrêté ministériel du 24 novembre 2000.

En vertu de l'article 27 de la loi du 27 décembre 2000, précitée, les procédures d'avancement qui sont en cours au moment de son entrée en vigueur (soit le 1^{er} avril 2001) sont poursuivies et menées conformément aux lois et règlements militaires en vigueur le 31 mars 2001.

L'arrêté en projet tend à remplacer ces textes par des dispositions spécifiques qui rétroagiront au 31 mars 2001 (article 108 du projet).

2. Le préambule du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat invoque plusieurs fondements légaux, spécialement :

- d'une part, la loi du 7 décembre 1998, précitée, notamment les articles 212 et 241, alinéa 2;
- d'autre part, la loi du 27 décembre 2000, précitée, notamment les articles 20 à 27, ainsi que diverses lois relatives au statut des militaires et qui sont visées dans ces articles.

2.1. L'article 241, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, visé à l'alinéa 1^{er} du préambule, ne fait que préciser que les militaires transférés à la gendarmerie sont intégrés dans le cadre administratif et logistique de la police fédérale (au 1^{er} janvier 2001) et ne contient aucune habilitation au Roi concernant le statut de ce personnel. Cette disposition ne procure donc pas un fondement légal à l'arrêté en projet.

2.2. L'article 212 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, visé également à l'alinéa 1^{er} du préambule, abroge la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie à l'exception toutefois de l'article 11 de cette dernière loi "pour la détermination du statut d'origine (...) des militaires transférés qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie".

Selon cet article, les militaires qui ont été transférés vers la gendarmerie

"(...) cessent de faire partie des forces armées et perdent la qualité de militaire. Pour le surplus, les militaires transférés vers ce corps restent soumis aux lois et règlements applicables au personnel des forces armées (...). Les modifications apportées à ces lois et règlements après la date de transfert fixée par le Roi ne sont applicables aux militaires susvisés que pour autant qu'elles le prévoient expressément. Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Défense nationale s'informent mutuellement des avants-projets de modification des textes susvisés (...).".

Une disposition abrogatoire, telle que l'article 212, précité, ne saurait servir de fondement légal à un texte réglementaire.

Selon le fonctionnaire délégué, le visa à l'article 212, précité, se justifie toutefois dans la mesure où cette disposition maintient en vigueur l'article 11 de la loi du 2 décembre 1957, précitée, qui, selon l'auteur du projet, procure un fondement légal au texte présentement examiné.

L'article 11, précité, n'est toutefois resté applicable que dans les limites fixées par les articles 20 à 27 de la loi du 27 décembre 2000, précitée. Il ne peut, à lui seul, constituer un fondement légal suffisant.

2.3. En effet, les articles 20 à 26 de la loi du 27 décembre 2000, précitée, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2001 ⁽²⁾, disposent que les principales lois militaires régissant le statut des officiers de carrière, des officiers du cadre de complément, des sous-officiers du cadre actif ainsi que des volontaires, cessent d'être applicables aux militaires transférés du cadre administratif et logistique des services de police qui ont, sur la base de l'article 242, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, choisi de rester soumis aux lois et règlements applicables aux militaires transférés du corps administratif et logistique de la gendarmerie, à l'exception de quelques dispositions de ces différentes lois qui sont maintenues en vigueur pour ces militaires transférés.

⁽²⁾ Voir l'article 56 de la même loi.

Les lois mentionnées aux articles 20 à 26, précités, sont celles visées aux alinéas 3, 4 et 5 du préambule, à savoir :

- la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical;
- la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;
- la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

Les articles 20 à 26 de la loi du 27 décembre 2000, précitée, ne maintiennent donc en vigueur que quelques dispositions des trois lois indiquées ci-dessus. Ces dispositions ne contiennent, par ailleurs, pas d'habilitation au Roi Lui permettant de fixer des règles générales en matière d'avancement.

Il en résulte que ni les articles 20 à 26, précités, mentionnés à l'alinéa 2 du préambule, ni les trois lois visées aux alinéas 3, 4 et 5 du préambule ne peuvent constituer un fondement légal au projet d'arrêté examiné.

2.4. Selon le fonctionnaire délégué, il n'y aurait pas lieu de tenir compte des articles 20 à 27, précités qui sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2001, étant donné que le projet d'arrêté rétroagit au 31 mars 2001.

Un tel raisonnement ne peut être admis pour une double raison.

.../...

En premier lieu, il n'est pas admissible que, par une disposition rétroactive, un arrêté fasse revivre une loi pour lui servir de fondement légal, alors que cette loi a été abrogée ou a cessé d'être applicable aux personnes visées par le projet d'arrêté.

En second lieu, la rétroactivité que l'auteur entend conférer aux dispositions en projet est condamnable au regard de l'article 27 de la loi du 27 décembre 2000, précitée. En application de l'alinéa 1^{er} de cette disposition, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001, les procédures d'avancement en cours au 1^{er} avril 2001 devaient être poursuivies et menées conformément aux dispositions en vigueur le 31 mars 2001. Il est donc clair que le législateur a envisagé les dispositions en matière d'avancement, telles que celles-ci trouvaient à s'appliquer le 31 mars 2001. C'est la raison pour laquelle :

- d'une part, les articles 20 à 26 de la loi du 27 décembre 2000, précitée, prévoient expressément, en matière d'avancement à l'ancienneté, des règles en partie dérogatoires aux dispositions en vigueur le 31 mars 2001;
- d'autre part, l'alinéa 2 de l'article 27 de la même loi a habilité le Roi à modifier, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les sélections, les formations, les stages et les procédures de nomination et d'avancement visées à l'alinéa 1^{er}, mais uniquement en vue de les adapter aux formations et aux procédures de nomination et d'avancement arrêtées en vertu de l'article 121 de la loi du 27 décembre 2000 ⁽³⁾.

Dès lors, en adoptant un arrêté royal qui substitue rétroactivement ⁽⁴⁾ ses dispositions à celles qui étaient applicables le 31 mars 2001 en matière d'avancement et qui ont été expressément visées par le législateur, le Roi modifie de manière implicite mais certaine la portée de l'article 27 de la loi du 27 décembre 2000, précitée, ce qui constitue une violation de l'article 108 de la Constitution.

⁽³⁾ Voir également les articles 14 et 18 de l'arrêté royal du 26 mars 2001 portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de la loi du 27 décembre 2000, précitée.

⁽⁴⁾ Voir article 108 du projet.

3. En conclusion, aucune des dispositions législatives mentionnées au préambule ne peut servir de fondement légal au projet d'arrêté. A défaut de trouver, dans d'autres dispositions législatives, un fondement légal suffisant, le projet, dans sa version actuelle, ne pourrait être adopté que moyennant un aménagement législatif habilitant le Roi à prendre les mesures projetées.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"(l'urgence est motivée) ... par le fait que les procédures d'avancement et de promotion des militaires transférés depuis le 1^{er} décembre 2001 dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie sont bloquées alors qu'elles doivent être menées à terme conformément à l'article 27 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, que ces procédures, qui concernent une catégorie très spécifique et peu nombreuse des membres des services de police, peuvent être menées conjointement avec d'autres procédures qui seront entamées incessamment".

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling en van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Rechtsgrond

1. Het thans onderzochte ontwerp van koninklijk besluit regelt de procedures van bevordering van de militairen die eerst zijn overgeplaatst naar de rijkswacht (op 1 december 2000 ⁽¹⁾) en die vervolgens zijn opgenomen in het administratief en logistiek kader van ofwel de lokale politie (artikel 235, vierde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus), ofwel de federale politie (artikel 241, tweede lid, van dezelfde wet).

Krachtens artikel 242, tweede lid, van de voornoemde wet van 7 december 1998 hebben die militairen opgenomen in de geïntegreerde politie gestructureerd op twee niveaus ervoor kunnen kiezen onderworpen te blijven aan het statuut van het personeel van de krijgsmacht.

Het ontworpen koninklijk besluit betreft bepaaldelijk de militairen die die keuze gemaakt hebben.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling van de steller van het ontwerp om de procedures van bevordering van die personeelscategorie te regelen. Er is immers gebleken dat de toepassing van de militaire wetten en verordeningen niet steeds wenselijk was, daar de militaire opleidingen niet meer in overeenstemming zijn met de taken die ze bij de rijkswacht hebben vervuld, noch met de taken die ze bij de geïntegreerde politie vervullen.

Zoals door de gemachtigde ambtenaar is opgemerkt, dateert het ontwerp al van enkele jaren geleden, te weten van 1995. Het betrof aanvankelijk de militairen die ervoor gekozen hadden overgeplaatst te worden naar de rijkswacht, maar is achteraf ingepast moeten worden in de politiehervormingen. Het uitwerken van procedures inzake bevordering van dat personeel is reeds aangevangen vóór de inwerkingtreding van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, maar die werkzaamheden zijn tot op heden nog niet voltooid.

⁽¹⁾ Krachtens een koninklijk besluit van 23 november 2000 en een ministerieel besluit van 24 november 2000.

Krachtens artikel 27 van de voornoemde wet van 27 december 2000 worden de bevorderingsprocedures die in uitvoering zijn op de datum van inwerkingtreding ervan (te weten op 1 april 2001) voortgezet en afgehandeld overeenkomstig de op 31 maart 2001 van kracht zijnde militaire wetten en verordeningen.

Het ontworpen besluit strekt ertoe die teksten te vervangen door specifieke bepalingen die terugwerking zullen hebben tot 31 maart 2001 (artikel 108 van het ontwerp).

2. In de aanhef van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerpbesluit worden verscheidene rechtsgronden aangevoerd, waaronder :

- enerzijds de voornoemde wet van 7 december 1998, inzonderheid de artikelen 212 en 241, tweede lid;
- anderzijds de voornoemde wet van 27 december 2000, inzonderheid de artikelen 20 tot 27, alsmede verscheidene wetten betreffende het statuut van de militairen, waarnaar wordt verwezen in die artikelen.

2.1. Artikel 241, tweede lid, van de voornoemde wet van 7 december 1998, waarnaar wordt verwezen in het eerste lid van de aanhef, beperkt zich ertoe te preciseren dat de naar de rijkswacht overgeplaatste militairen opgenomen worden in het administratief en logistiek kader van de federale politie (op 1 januari 2001) en bevat geen enkele machtiging aan de Koning met betrekking tot het statuut van dat personeel. Die bepaling vormt dus geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit.

2.2. Artikel 212 van de voornoemde wet van 7 december 1998, waarnaar eveneens wordt verwezen in het eerste lid van de aanhef, heft de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht op, met uitzondering evenwel van artikel 11 van de laatstgenoemde wet "voor het vastleggen van het oorspronkelijk statuut van (...) de overgeplaatste militairen die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht".

Volgens dat artikel houden de naar de rijkswacht overgeplaatste militairen

"(...) op deel uit te maken van de krijgsmacht en verliezen zij de hoedanigheid van militair. Voor het overige blijven de naar dat korps overgeplaatste militairen onder de wetten en reglementen vallen die van toepassing zijn op het personeel van de krijgsmacht (...) De wijzigingen die in die wetten en reglementen na de door de Koning bepaalde datum van overplaatsing worden aangebracht, zijn op voornoemde militairen slechts toepasselijk indien dit uitdrukkelijk is bepaald. De Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Landsverdediging lichten elkaar in over de voorontwerpen tot wijziging van de voormelde teksten (...).".

Een opheffingsbepaling, zoals het voornoemde artikel 212, kan niet dienen als rechtsgrond voor een verordenende tekst.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de verwijzing naar het voornoemde artikel 212 evenwel gerechtvaardigd in zoverre die bepaling artikel 11 van de voornoemde wet van 2 december 1957 handhaaft, welk artikel 11, volgens de steller van het ontwerp, een rechtsgrond verleent aan de thans onderzochte tekst.

Het voornoemde artikel 11 is echter slechts toepasselijk gebleven binnen de grenzen vastgesteld bij de artikelen 20 tot 27 van de voornoemde wet van 27 december 2000. Het artikel kan op zich echter geen genoegzame rechtsgrond vormen.

2.3. De artikelen 20 tot 26 van de voornoemde wet van 27 december 2000, die in werking getreden zijn op 1 april 2001 ⁽²⁾, bepalen immers dat de voornaamste militaire wetten die het statuut regelen van de beroepsofficieren, de officieren van het aanvullingskader, de onderofficieren van het actief kader en de vrijwilligers, ophouden toepasselijk te zijn op de overgeplaatste militairen van het administratief en logistiek kader van de politiediensten die op basis van artikel 242, tweede lid, van de voornoemde wet van 7 december 1998 ervoor gekozen hebben onderworpen te blijven aan de wetten en verordeningen toepasselijk op de overgeplaatste militairen van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, met uitzondering van enkele bepalingen uit die verschillende wetten die van kracht blijven voor die overgeplaatste militairen.

⁽²⁾ Zie artikel 56 van dezelfde wet.

De wetten genoemd in de voornoemde artikelen 20 tot 26 zijn die waarnaar wordt verwezen in het derde, het vierde en het vijfde lid van de aanhef, te weten :

- de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst;
- de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst;
- de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

De artikelen 20 tot 26 van de voornoemde wet van 27 december 2000 houden dus slechts enkele bepalingen van de drie hierboven genoemde wetten in stand. Die bepalingen bevatten bovendien geen machtiging aan de Koning op grond waarvan Hij algemene regels inzake bevordering kan vaststellen.

Daaruit volgt dat noch de voornoemde artikelen 20 tot 26, vernoemd in het tweede lid van de aanhef, noch de drie wetten genoemd in het derde, het vierde en het vijfde lid van de aanhef een rechtsgrond kunnen opleveren voor het onderzochte ontwerpbesluit.

2.4. Volgens de gemachtigde ambtenaar hoeft geen rekening te worden gehouden met de voornoemde artikelen 20 tot 27, die op 1 april 2001 in werking zijn getreden, aangezien het ontwerpbesluit terugwerkt tot 31 maart 2001.

Een zodanige redenering kan niet worden aangenomen, en wel om twee redenen.

In de eerste plaats is het niet aanvaardbaar dat een besluit bij wege van een terugwerkingsbepaling een wet doet herleven opdat deze tot rechtsgrond ervan zou dienen, terwijl die wet opgeheven is of opgehouden heeft toepasselijk te zijn op de personen bedoeld in het ontwerpbesluit.

In de tweede plaats moet de terugwerking die de steller beoogt te verlenen aan de ontworpen bepalingen worden afgewezen in het licht van artikel 27 van de voornoemde wet van 27 december 2000. Met toepassing van het eerste lid van die bepaling, die in werking is getreden op 1 januari 2001, moesten de op 1 april 2001 in uitvoering zijnde bevorderingsprocedures voortgezet en afgehandeld worden overeenkomstig de op 31 maart 2001 van kracht zijnde bepalingen. Het is dus duidelijk dat de wetgever de bepalingen inzake bevordering heeft bedacht zoals ze op 31 maart 2001 van toepassing waren. Daarom ook :

- voorzien enerzijds de artikelen 20 tot 26 van de voornoemde wet van 27 december 2000 met betrekking tot bevordering op basis van anciënniteit uitdrukkelijk in regels die deels afwijken van de op 31 maart 2001 in werking zijnde bepalingen;
- heeft anderzijds artikel 27, tweede lid, van diezelfde wet de Koning gemachtigd om de selectieprocedures, de opleidingen, de stages en de benoemings- en bevorderingsprocedures waarvan sprake is in het eerste lid te wijzigen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, doch alleen om ze aan te passen aan de overeenkomstig artikel 121 van de wet van 27 december 2000 bepaalde opleidingen, stages en benoemings- en bevorderingsprocedures ⁽³⁾.

Doordat de Koning een koninklijk besluit aanneemt dat de erin vervatte bepalingen met terugwerking in de plaats stelt ⁽⁴⁾ van die welke inzake bevordering toepasselijk waren op 31 maart 2001 en die uitdrukkelijk bepaald zijn door de wetgever, wijzigt Hij impliciet doch beslist de draagwijdte van artikel 27 van de voornoemde wet van 27 december 2000, wat in strijd is met artikel 108 van de Grondwet.

⁽³⁾ Zie ook de artikelen 14 en 18 van het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid, en 53 van de voornoemde wet van 27 december 2000.

⁽⁴⁾ Zie artikel 108 van het ontwerp.

3. De conclusie is dan ook dat geen enkele van de wetsbepalingen vermeld in de aanhef als rechtsgrond kan dienen voor het ontwerpbesluit. Daar andere wetsbepalingen geen genoegzame rechtsgrond opleveren, kan het ontwerp in zijn huidige lezing alleen worden aangenomen mits de wet aldus wordt gewijzigd dat ze de Koning machtigt de ontworpen maatregelen te treffen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme G. MARTOU, auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. G. MARTOU, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Y. KREINS